Castro, Herter, Betancourt et Trujillo

Manuel Tuñón De Lara

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/bhce/1005>

DOI : 10.4000/bhce.1005

ISSN : 1968-3723

Éditeur

Presses Universitaires de Provence

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2017

Pagination : 238-239

ISSN : 0987-4135

Référence électronique

Manuel Tuñón De Lara, « Castro, Herter, Betancourt et Trujillo », *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne* [En ligne], 52 | 2017, mis en ligne le 09 octobre 2018, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/bhce/1005>

Ce document a été généré automatiquement le 15 septembre 2020.

Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne

Castro, Herter, Betancourt et Trujillo

Manuel Tuñón De Lara

RÉFÉRENCE

Manuel Tuñón De Lara, « Castro, Herter, Betancourt et Trujillo », revue *Esprit*, n° 288, octobre 1960, p. 1612-1614.

- 1 L'OEA (Organisation des états américains)¹ qui, dans le cadre des pactes régionaux, continue la tradition du panaméricanisme, a reflété souvent les préoccupations de la politique étrangère des états-Unis, depuis les débuts de la « Guerre froide ». Elle a couvert notamment, en 1954, « l'opération Guatemala », par le vote de la résolution anticommuniste obtenue par M. F. Dulles de la Conférence de Caracas. La conférence qu'elle a tenue à San José de Costa Rica les derniers jours du mois d'août, devait être dominée par la tension persistante entre les états-Unis et Cuba. Elle s'est soldée par une nouvelle déclaration qui « condamne vigoureusement toute ingérence ou menace d'ingérence, même conditionnelle, de puissances extra-continentales, dans les affaires des républiques américaines, et déclare que l'acceptation d'une menace d'intervention extra- continentale met en danger la solidarité et la sécurité américaines... », allusion très claire aux fameuses fusées de Monsieur K. Le deuxième paragraphe est encore plus explicite, qui « rejette les tentatives des puissances sino-soviétiques de se servir de la situation politique, économique ou sociale d'un état américain pour mettre en péril l'unité continentale et pour compromettre la paix et la sécurité dans l'hémisphère ».
- 2 Monsieur Herter avait présenté d'abord une résolution plus violente s'attaquant directement au gouvernement de M. Fidel Castro. Il la retira pour faire voter ensuite à l'unanimité la déclaration citée ci-dessus. Il convient de rappeler que la Conférence avait décidé préalablement, à l'unanimité, la rupture des relations diplomatiques et économiques avec le régime dictatorial de la République Dominicaine, donnant ainsi

satisfaction à la dénonciation du gouvernement vénézuélien, présidé par M. Rómulo Betancourt.

- 3 Il y a des observateurs qui estiment que les difficultés rencontrées par la première proposition de M. Herter, expriment la répulsion des gouvernements latino-américains à s'en prendre directement au régime « castriste » dont la popularité parmi l'opinion publique de leurs pays est incontestable. D'autres pourtant pensent qu'il s'agissait plutôt d'un jeu subtil pour faire voter une résolution qui, ressemblant d'une manière étonnante à celle de Caracas (elle va plus loin, sans doute) est une sorte d'épée de Damoclès suspendue sur le gouvernement cubain. C'est ainsi que l'a entendu la délégation cubaine en quittant avec éclat la conférence.
- 4 Le gouvernement des États-Unis a bâti son argumentation sur la doctrine de Monroe mise à jour. En 1823 il s'agissait (d'accord avec le gouvernement britannique de M. Canning) d'empêcher la reconquête des anciennes colonies espagnoles par les puissances de la Sainte Alliance. En 1960 il s'agit de barrer la voie aux tentatives d'infiltration sino-soviétiques. Pour M. Herter le régime cubain est une dictature où les libertés ont disparu tandis que la démocratie existe –et partant il faut la défendre– dans le reste des pays latino-américains. Il croit surtout que le régime des « barbus » constitue une dangereuse tête de pont pour une agression communiste contre le continent américain.
- 5 Il va de soi qu'une bonne partie des délégués ont voté la déclaration moins parce qu'ils partageaient les arguments de M. Herter que par un complexe difficile à définir où l'habitude de se plier aux désirs du tout-puissant voisin du Nord se mêle à la crainte d'une subversion des déshérités de leurs propres pays. Pourtant les ministres des Affaires étrangères du Venezuela et du Pérou ont été désavoués par leurs gouvernements à propos de la « Déclaration de San José ». Ajoutons que la Chambre des Représentants des États-Unis, qui n'a pas une tradition de générosité envers l'Amérique latine, venait de voter une aide de 600 millions de dollars pour ces pays latino-américains.
- 6 Quant au gouvernement américain (du Nord) il a lâché Trujillo après l'avoir soutenu pendant trente ans de dictature. Il fallait sans doute faire ce sacrifice pour garder Betancourt, car si les États-Unis avaient rejeté la plainte du Venezuela contre la République Dominicaine, le gouvernement de Caracas, n'aurait pas voté une résolution blessante pour Cuba, d'autant plus que l'opinion vénézuélienne –et même de nombreux cadres des partis gouvernementaux– ne semblent pas avoir bien accueilli l'alignement de ce pays sur les positions nord-américaines.
- 7 On peut se demander, si la politique suivie, encore une fois, par le Département d'État est bien sage. En réalité, les pays latino-américains ont des soucis nationaux plus urgents que la guerre froide. Nombreux sont ceux qui pensent que les États-Unis ont une tendance à confondre la défense de la liberté avec la défense de leurs compagnies installées en Amérique latine et menacées par les revendications nationalistes de ces pays. M. Leopoldo Zea (aujourd'hui directeur des Relations culturelles du Mexique) dans une conférence à l'Université de Caracas il y a quelques mois disait : « La guerre froide déchaînée entre les États-Unis et l'URSS, a servi à justifier l'intervention des USA pour défendre les intérêts de leurs capitalistes ou pour élargir les investissements de ceux-ci en Amérique latine. N'importe quelle action contraire à ces intérêts est considérée comme l'expression de l'intervention communiste en Amérique et, par conséquent, comme une menace pour la sécurité du continent. »

- 8 Malheureusement, le Sénat américain vient de confirmer cette politique maladroite à l'égard de l'Amérique latine. Au lendemain de la rupture avec Ciudad Trujillo, le président Eisenhower avait demandé au Congrès de réduire le « quota » de sucre acheté à la République Dominicaine, ou plus exactement, d'annuler la dernière augmentation de ce « quota » (car il y a deux mois les états-Unis diminuaient le « quota » de Castro pour favoriser davantage Trujillo). Le Sénat, auquel échappent certaines finesses de la diplomatie, a rejeté ce projet de loi. On achètera tout son sucre à Trujillo. Le *New York Times* commente ainsi cette décision : « le Congrès a fait de son mieux pour perdre ce qui a été acquis à San José ».
- 9 Quoiqu'il en soit, l'acquis de la conférence de San José semble bien maigre à tous ceux qui souhaitent la détente dans la région des Caraïbes. À Ciudad Trujillo, le dictateur du même nom voudrait faire passer de nouvelles mesures draconiennes pour une riposte à l'OEA, ce qui pourrait entraîner des réactions antitrujillistes de la plupart des gouvernements. À Caracas, la situation n'est guère facile. M. Betancourt, dont personne ne saurait mettre en doute la prudence a cru gagner sur les deux tableaux en obtenant la condamnation de Trujillo et en gardant ses distances par rapport à l'extrême gauche. Cependant, les violentes manifestations « procastristes » qui ont paralysé la vie de Caracas toute une journée, les critiques du MIR (nouveau parti résultant de la scission de l'Action démocratique de M. Betancourt), les prises de position du parti gouvernemental UDR, etc, inquiètent si l'on tient compte de l'ensemble de la situation vénézuélienne. On se souviendra que c'est grâce seulement à l'unité de la gauche et des syndicats que M. Betancourt a pu écraser plusieurs complots militaires contre son gouvernement.
- 10 Au Mexique, les milieux officiels ne voudraient pas être classés comme « de droite ». Une des conséquences –par contrecoup – de la Déclaration de San José, a été la nationalisation de l'industrie électrique décrétée quelques jours plus tard par le président López Mateos. Celui-ci, persistant dans ses déclarations antérieures, se refuse à considérer Fidel Castro comme un allié de M. Khrouchtchev.
- 11 Enfin, à la Havane, le gouvernement et l'opinion ont raidi leurs positions. M. Fidel Castro a déchiré spectaculairement la « Déclaration de San José » devant une foule de plusieurs centaines de milliers de Cubains dans un état d'exaltation nationaliste et « antiyankee » poussé au paroxysme. Cuba rompt ses relations avec Tchang-Kaï-Chek et reconnaît le gouvernement de Pékin.
- 12 On ne saurait dire que la Conférence de San José ait servi à apaiser les esprits. A-t-on voulu cela ? Si les passions s'enveniment, si la révolution cubaine se trouve un jour prise dans l'engrenage de la guerre froide, il faudra se demander : Qui a poussé vers l'Est cette révolution faite par des non-communistes ?

NOTES

1. Cette sorte de « Comédie Humaine » espagnole fut écrite entre 1882 et 1897.